



**G7 : Droits des femmes**

**La France n'a pas  
totalement rempli  
le contrat**

**Communiqué de presse du W7**

26 août 2019

## **G7 - Droits des femmes : la France n'a pas totalement rempli le contrat**

**Ce G7 était l'occasion pour le président Macron de traduire en actes son annonce de faire de l'égalité femmes-hommes une grande cause mondiale. Plusieurs engagements financiers ont été actés mais les associations féministes du Women 7 (W7) considèrent que le contrat n'est pas totalement rempli. La diplomatie féministe voulue par la France peine à s'incarner dans ce G7 et plusieurs sujets clés sur la question ont été absents des discussions.**

### **Une diplomatie féministe française encore bien trop timide**

En se positionnant publiquement en faveur d'une diplomatie féministe, le Président Emmanuel Macron avait une responsabilité historique dans ce G7 d'acter des engagements politiques et financiers concrets sur les droits des femmes et des filles dans la continuité du G7 canadien.

Le Women 7 attendait donc du Président Macron qu'il réaffirme haut et fort le positionnement de la France sur ces sujets, notamment pendant la conférence de presse conjointe avec le Président Trump, dont l'administration avait déclaré ces derniers jours que les droits des femmes étaient un sujet de "niche". Le Women 7 rappelle qu'au contraire, le droit des femmes à disposer de leur corps, à prendre part aux décisions, sont des sujets éminemment politiques qui doivent être au coeur de la lutte contre les inégalités. Dans un contexte multilatéral compliqué, le Président Emmanuel Macron a fait le choix de viser le consensus.

Plus généralement, les États doivent systématiquement adopter un prisme de lecture féministe pour l'ensemble des sujets. Il est impossible de parler de sujets économiques ou politiques sans prendre en compte le respect des droits de la moitié de la population mondiale. Les leaders du G7 doivent arrêter de concevoir et mettre en œuvre des politiques et initiatives nationales et internationales sans inclure les femmes et les filles.

### **Des avancées intéressantes sur les droits des femmes et des filles mais encore insuffisantes**

Les pays du G7 et plusieurs pays invités au sommet se sont engagés à adopter une nouvelle loi ou une nouvelle politique publique sur les droits des femmes à l'échelle nationale, en se basant sur le rapport du Conseil Consultatif pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Ces futures avancées législatives sont déterminantes pour avoir un impact positif et durable dans la vie des femmes et des filles mais elles ne suffisent pas. Le Women 7 rappelle que toute loi ou politique publique adoptée doit être assortie de financements, d'un calendrier de mise en œuvre et d'une réelle consultation des associations féministes.

La France s'est également engagée sur deux autres initiatives : en soutenant le fonds de Denis Mukwege et Nadia Murad sur les survivantes de violences sexuelles et sexistes en temps de conflits à hauteur de 6,2 millions d'Euros et en adoptant une initiative pour l'entrepreneuriat féminin en Afrique. Le Women 7 se félicite de l'adoption de ces deux initiatives clés pour le respect des droits des femmes. Ces initiatives doivent aller de pair avec le renforcement d'autres droits pour qu'une approche féministe voit réellement le jour : pour entreprendre les femmes doivent déjà avoir accès à la santé et à l'éducation, des questions qui n'ont pas été évoquées lors de ce G7.

### **Plusieurs sujets oubliés des négociations**



Le W7 considère que la présidence de ce G7 pouvait bien mieux faire : au-delà de la mise du sujet à l'agenda, de nombreux sujets ont été écartés ou abordés de manière superficielle lors des discussions des leaders du G7.

Les différents engagements de ce G7 pour le Sahel ne priorisent pas l'urgence d'améliorer l'accès à des services de bases de qualité pour les femmes et les filles en termes d'accès à la santé, y compris en santé sexuelle et reproductive, ou à l'éducation.

L'absence de financements conséquents sur les droits des femmes au sein des États du G7 eux-mêmes est regrettable. Alors qu'aucun pays n'a atteint l'égalité femmes-hommes, il est indispensable que les pays du G7 soient exemplaires sur cette question. En France, pays hôte du G7, le budget du Secrétariat d'État en France est l'un des plus petits budgets du gouvernement, 1000 fois inférieur au budget du ministère des armées, il est temps d'aligner les financements sur les priorités affichées.

Le gouvernement affiche depuis quelques mois la volonté de défendre une diplomatie dite féministe. Pour le moment, le Président Emmanuel Macron n'incarne pas encore cette ambition féministe. Il a donné rendez-vous dans plusieurs mois pour juger des résultats de ce G7. Les associations de la société civile devront être parties prenantes de ces futurs mécanismes de redevabilité. Nous l'appelons d'ici là à s'emparer d'un agenda résolument féministe, d'autant plus alors que l'année 2020 marquera l'accueil par la France du Forum Génération Égalité, forum décisif pour les droits des femmes et des filles.

## **Le mouvement W7**

Le mouvement W7 (Women 7) rassemble des organisations et associations féministes des pays du G7 et du monde entier. Sa mission principale est de s'assurer que les pays du G7 prennent des engagements tant financiers que politiques en 2019 et au-delà, qui permettront d'avoir un impact concret et durable sur la vie des femmes et des filles partout dans le monde. Pour en savoir plus : [www.feministscount.org](http://www.feministscount.org)

## **Contacts presse**

- Louis Guinamard - [louis.guinamard@equipop.org](mailto:louis.guinamard@equipop.org) - 06 25 83 95 23
- Laury-Anne Bellessa - [bellessa@carefrance.org](mailto:bellessa@carefrance.org) - 06 24 61 85 37



**@women7official**



**[www.feministscount.org](http://www.feministscount.org)**



**Time passes by, inequalities remain.  
Le temps passe, les inégalités persistent.**